

L'économie mondiale en 2024 et les perspectives pour 2025 : les conséquences pour Cuba (II)

Image not found or type unknown



Auteur : José Luis Rodríguez

La gestion économique de Cuba. Photo : Abel Padrón Padilla/Cubadebate.

Une série de facteurs externes négatifs ont fait que, depuis 2019, l'économie cubaine a été affectée - de manière cumulative - par l'impact de l'intensification du blocus américain, les conséquences du covid-19, les effets de la crise économique internationale, qui dure depuis 2008, et les conséquences des conflits armés en Ukraine et au Moyen-Orient. À ces facteurs s'ajoutent des phénomènes climatiques défavorables qui frappent notre pays avec une force croissante.

Objectivement, ces facteurs externes ont joué un rôle décisif dans le fait que l'économie n'a progressé que de 1,2 % en 2021 et de 1,8 % en 2022, alors que la croissance prévue pour ces années était de 6 et 4 % respectivement, tandis que le PIB a diminué de 1,9 % par rapport à l'augmentation prévue de 3 % en 2023. Tout cela a creusé l'écart qui nous sépare de ce qui a été réalisé en 2019, qui atteint déjà 10 % du produit intérieur brut entre 2019 et 2023.

D'autre part, et en résumé, on peut dire que les éléments essentiels de la politique économique appliquée entre 2021 et 2023 n'ont pas atteint les objectifs pour lesquels ils avaient été conçus à ce stade, en raison de la conjonction de facteurs externes et internes, et les effets cumulés de ces résultats ratés ont eu un impact multiplié sur l'économie cubaine en 2024.

Quels sont les éléments qui expliquent ce comportement négatif au cours de l'année écoulée ?

En élargissant l'analyse des facteurs externes, Cuba a dû faire face à la lenteur de la reprise du tourisme, aux niveaux élevés des prix mondiaux des denrées alimentaires et aux violations internationales des accords censés garantir les importations de pétrole. En bref, tout cela a conduit le pays à subir, entre 2019 et 2024, une perte que l'on peut estimer à plus de 3 milliards de dollars de revenus extérieurs, un écart qui - vraisemblablement - s'est creusé au cours du second semestre de l'année.

Malgré les efforts indéniables des dirigeants du pays, cette situation a conduit à la nécessité de prendre sans tarder des mesures plus urgentes qui, comme l'a souligné le président Díaz Canel, devraient nous amener à « ...ne pas insister sur une voie qui s'est avérée impraticable en raison de son insoutenabilité »[1].

Si l'on élargit l'analyse aux facteurs externes qui ont eu un impact sur l'évolution économique du pays, le blocus économique des États-Unis reste le principal obstacle à notre développement, sans changement substantiel, avec un effet négatif cumulé jusqu'en février 2024 de 164 061 millions de dollars, soit plus de 5 057 millions de dollars entre mars 2023 et février 2024[2], tandis que la dynamique de la crise économique dans le pays a été affectée par l'embargo des États-Unis, qui continue d'être le principal obstacle à notre développement.

Parallèlement, la dynamique de l'économie mondiale a enregistré une faible croissance estimée à 3,3 % en 2023, 3,2 % en 2024 et une prévision de 3,3 % en 2025, selon les données du FMI[3], avec un comportement fluctuant de la croissance du PIB en Amérique latine et dans les Caraïbes de 2,2 % en 2023, une estimation de 2,4 % en 2024 et une projection de 2,5 % en 2025, tous chiffres confondus. 5% en 2025, des chiffres qui reflètent des tendances majoritairement défavorables pour le secteur extérieur cubain, y compris l'impact négatif de la guerre en Ukraine, et les effets de l'agression menée par Israël contre le peuple de Palestine et ses répercussions au Moyen-Orient et dans le reste du monde, en particulier dans les chaînes logistiques et les chaînes de valeur mondiales.

Dans le cas des exportations cubaines, la seule évolution favorable - temporairement - a été l'augmentation du prix du nickel qui, d'une moyenne de 18 452 USD/MT en 2021, a clôturé l'année 2022 à environ 25 841 USD, mais a chuté à nouveau à 21 981 USD en 2023, la production nationale chutant également à un niveau estimé à 41 000 MT[4]. [En 2024, la production estimée était de 32 000 MT et les recettes d'exportation prévues n'ont pas été atteintes[5], avec un prix moyen annuel du nickel de 17 185 USD par MT, soit 20,1 % de moins que la moyenne de l'année précédente, un prix qui a continué à chuter pour atteindre environ 15 500 USD dans la seconde moitié de décembre 2024.

En 2023, le prix du sucre brut a augmenté de 27,8 %, atteignant en moyenne 24,05 cents[6]. Cependant, en 2024, le prix mondial moyen du sucre a baissé de 13,2 % pour atteindre environ 20,92 cents par livre et, dans la deuxième quinzaine de décembre, le prix était plus bas, à 19,55 cents par livre.

Du côté des importations, nous avons déjà été affectés négativement par l'augmentation du prix du baril de pétrole WTI à 94,91 dollars en 2022, soit 39% de plus qu'en 2021, bien qu'en 2023 ce prix ait été en moyenne de 77,58 dollars, chiffre qui atteindrait une prévision de 77,99 dollars en 2024[7], mais dans la deuxième quinzaine de décembre le prix n'était plus que de 70,44 dollars le baril. Cette tendance à la baisse - favorable - devrait se poursuivre cette année.

En ce qui concerne les produits alimentaires, les prix moyens en 2023 ont baissé de 13,7 %, tout en restant supérieurs aux prix d'avant la crise de 1929[8] ; les prix moyens mondiaux des produits alimentaires ont baissé de 2,1 % en 2024, tout en restant supérieurs aux prix moyens de 2014-2016[9].

En ce qui concerne le secteur extérieur dans son ensemble, en 2023, selon les informations fournies par le député à l'ANPP[9], les exportations totales de biens et de services ont atteint 9,07 milliards de dollars, mais ont été inférieures de 770 millions de dollars aux prévisions. À la fin de l'année 2024, le plan d'exportation a atteint 9 639 millions de dollars, avec 92,5 % de biens conformes au plan, tandis que l'exportation de services a atteint 101,6 %, avec une incidence plus élevée des services médicaux, bien que les revenus attendus du tourisme et des télécommunications aient diminué. Les importations prévues n'ont atteint que 82,4 % de ce qui était prévu en 2024, concentrées sur les combustibles, les denrées alimentaires, les médicaments et les fournitures médicales.

Dans ces conditions, les recettes de l'économie en 2024 ont été inférieures de 900 millions à ce qui était prévu, ce qui a obligé à travailler avec des tensions encore plus fortes que les années précédentes.

De même, du point de vue des finances extérieures, une augmentation de 3 % des investissements directs étrangers (IDE) a été enregistrée dans l'économie mondiale en 2023, bien qu'ils aient diminué de 9 % dans les pays en développement. Dans le cas de Cuba, 42 nouveaux accords ont été conclus en 2023, pour une valeur de 484 millions de dollars, soit un total de 343 entreprises actives à la fin de l'année. En 2024, on estimait que l'année se terminerait avec une trentaine de nouveaux accords

d'IDE[10], pour un total de 328 entreprises en vigueur, dont seulement trois impliquaient la participation de Cubains vivant à l'étranger[11]. Ainsi, tant les chiffres d'investissement proposés par Cuba que ceux estimés au niveau international[12] étaient inférieurs aux besoins du pays, calculés entre 2 et 2,5 milliards de dollars par an pour atteindre des taux de croissance d'environ 5 %, selon les études réalisées sur le sujet[13].

La diminution de l'augmentation des IDE dans le pays reflète l'incertitude qui règne sur les marchés internationaux des capitaux et l'impact du blocus américain, mais montre également les difficultés qui continuent d'affecter leur développement à Cuba, compte tenu des dettes de Cuba envers les investisseurs et des limites de l'économie nationale pour le développement de nouvelles entreprises. De même, pour promouvoir l'IDE, il est nécessaire d'adopter une approche qui tienne compte du risque plus important assumé par les investisseurs étrangers à Cuba[14], ainsi qu'une politique plus souple et plus agile dans les négociations. À ce sujet, le Premier ministre a déclaré : « ...l'investissement étranger n'atteint pas les résultats escomptés en termes d'établissement de nouvelles entreprises, ni n'améliore la situation des entreprises en activité ».

D'autre part, selon des sources non officielles, les envois de fonds vers Cuba ont chuté de 53,8 % en 2021 pour atteindre un montant estimé à 1 084 millions de dollars[15], et en 2023, les envois de fonds étaient estimés à 1 972 millions de dollars.

Bien que des chiffres plus fiables sur les envois de fonds en 2024 ne soient pas disponibles, certaines tendances continuent d'émerger. Les envois de fonds informels vers Cuba continuent de prédominer, les dollars en espèces sont remplacés par des envois en nature (surtout de la nourriture) et la valeur totale des envois de fonds a tendance à diminuer.

Il convient de rappeler que les envois de fonds jouent un rôle important en tant que fonds de roulement pour le secteur non étatique[16] et soutiennent un niveau de consommation significatif sur le marché qui fonctionne dans les CTM. À cet égard, une étude réalisée en 2021 a conclu qu'environ 26 % des ménages cubains recevaient des envois de fonds - ce qui représente environ 2 % du PIB -, que 83,7 % d'entre eux provenaient des États-Unis et que plus de 60 % étaient arrivés de manière informelle[17]. Cependant, une autre étude récente réalisée par Inter-American Dialogue[18] a montré que les envois de fonds à Cuba atteignaient 2 458 millions de dollars en 2023, bien qu'il n'y ait pas de preuves claires à l'appui de ce chiffre.

Un élément négatif depuis 2019 - malgré les efforts déployés - a été le défaut de paiement du service de la dette extérieure déjà renégocié, une situation qui s'est aggravée à partir de 2020 et qui s'est poursuivie jusqu'en 2024.

Comme cela a été expliqué dans d'autres travaux, cette situation a contraint Cuba - après l'accord de 2015 - à demander une nouvelle renégociation avec le Club de Paris en mai 2020, où seul un report des paiements pour cette année-là a été obtenu. Par la suite, un délai supplémentaire a été fixé pour le paiement de la dette jusqu'en 2027[19]. Il est également apparu que les paiements ont été reportés jusqu'en 2040 dans le cas de la Russie, et que des travaux sont en cours pour restructurer la dette avec la Chine[20]. À ce sujet, il a été rapporté que Cuba a pu reporter les paiements jusqu'en 2040 dans le cas de la Russie, et qu'elle travaille à la restructuration de la dette avec la Chine.

À ce sujet, il a été signalé que lors d'une tournée internationale effectuée en novembre 2022 par le président Díaz-Canel, qui comprenait l'Algérie, la Russie, la Turquie et la Chine, l'annulation des intérêts sur la dette payable à l'Algérie et le report indéfini de la reprise des décaissements ont été obtenus. Il a également été convenu de débloquer une série d'investissements convenus avec la Russie et la Chine qui avaient été paralysés à Cuba en raison de non-paiements. À cela s'ajoute un don de 100 millions de dollars fait par ce dernier pays[21]. Un élément favorable en 2024 est que Cuba pourra réaliser un nouvel investissement à Cuba en 2024.

Un élément favorable en 2024 est que le Premier ministre a informé l'ANPP que la dette extérieure en souffrance avait diminué par rapport à l'année précédente, s'établissant à quelque 303 millions de dollars[22]. D'autre part, et bien que récemment le gouvernement cubain ait pu réduire sa dette extérieure, il a pu réduire sa dette à quelque 303 millions de dollars.

D'autre part, et bien que le Premier ministre ait récemment ratifié dans l'ANPP la volonté de Cuba de payer la dette extérieure lorsque les conditions économiques s'amélioreront pour le pays, il convient de souligner que - en tant que partie importante d'un programme de stabilisation macroéconomique - il est essentiel de reprendre l'alternative d'une renégociation plus souple de la dette, qui à la fin de 2024 a été estimée - selon des sources créancières - à quelque 29,8 milliards de dollars, ce qui représente un chiffre à peu près similaire au solde pour 2019.

Dans la conjoncture actuelle, il est nécessaire d'appliquer de nouvelles formes de paiement - avec un minimum de liquidités - telles que l'échange de dettes contre des investissements[23], les paiements en monnaie nationale avec des taux de change préférentiels, l'émission d'obligations de la dette publique (y compris les soi-disant obligations vertes), le rachat de dettes avec des escomptes, l'annulation de dettes pour des obligations mutuelles et le paiement de dettes avec des flux de revenus provenant de l'exportation de biens ou de services, en tant que variantes à appliquer pour restaurer progressivement la confiance des créanciers et - par conséquent - l'entrée de flux financiers externes qui n'existent pas aujourd'hui. En outre, dans une stratégie financière à moyen et long terme, il est nécessaire de garantir des fonds pour couvrir le service de la dette, ce qui permettra d'assurer sa viabilité dans le temps. Enfin, le 17 janvier 2025, un nouvel accord a été annoncé pour le paiement de la dette en souffrance avec le Club de Paris, qui offre une meilleure marge de manœuvre à la partie cubaine pour se conformer aux paiements, créant potentiellement de meilleures conditions financières pour 2025[24]. En résumé, la situation internationale complexe de la dette de Cuba est complexe.

En résumé, la situation internationale complexe qui s'est créée impose des coûts supplémentaires et très lourds à l'économie cubaine, ce qui retarde la reprise économique et rend indispensable l'application

d'autres mesures urgentes en vue de la relancer.

II

L'examen de l'évolution macroéconomique de Cuba montre que la baisse de 1,9% du PIB en 2023 révèle une situation très négative pour l'économie nationale. Pour sa part, la situation en 2024 s'est considérablement aggravée, reflétant de forts chocs externes, auxquels s'est ajouté - comme déjà noté - l'effet cumulatif d'un ensemble de mesures de politique économique intérieure qui n'ont pas produit les résultats escomptés.

En effet, au cours de l'année 2024, le pays a dû faire face à des défis encore plus importants et, dès le premier semestre, la chute de 22 % du volume des importations a constitué une situation critique, susceptible d'entraîner un nouveau déclin de l'économie. À la fin de l'année, le plan d'importation n'était réalisé qu'à 82,4 %. Avec ces résultats partiels, en l'absence de chiffres officiels sur l'évolution du PIB l'année dernière, il est toutefois possible d'utiliser un modèle économique mathématique[25] qui montre - en tenant compte de ce qui s'est passé au second semestre - que l'économie a peut-être reculé de plus de 2 %[26].

D'autre part, les investissements entre janvier et septembre 2024 ont augmenté de 7,3 %, dont 37 % ont continué à être concentrés dans le tourisme, tandis que l'agriculture n'a reçu que 2,8 %[27], une situation qui appelle à une augmentation urgente dans ce dernier secteur pour soutenir la production alimentaire. Il est également nécessaire d'assurer les ressources nécessaires pour garantir la stabilité de la production d'électricité dans le pays, qui a reçu 11,4 % de l'investissement total à la fin de la période en question. Il est maintenant essentiel de revoir les priorités d'investissement du pays, y compris l'investissement direct étranger.

En 2024, selon les informations fournies dans l'ANPP, des baisses continues ont été signalées dans des secteurs clés tels que la production alimentaire, où aujourd'hui le panier familial standard est couvert à 100 % par des produits importés[28] Dans l'ANPP de décembre 2024, on s'attend à ce que l'économie du pays continue à décliner en 2024.

L'ANPP de décembre 2024 résume que « ...les principales productions agricoles ont maintenu la tendance à la non-conformité, principalement le lait, les œufs, la viande et le maïs. Cependant, les chiffres du riz, des légumes, des haricots et des viandes sont conformes et en croissance par rapport à la même période de l'année précédente ».

En outre, les informations du ministère de l'Agriculture ont fourni des données pour 2024 à partir d'octobre, qui montrent une baisse - par rapport à 2019 - des poules pondeuses de 63 % et de la production d'œufs de 95 % ; une réduction de 73 % des porcs reproducteurs ; une réduction de 83 % des aliments pour animaux ; une diminution de 90 % des livraisons de carburant et une réduction de la superficie irriguée de 31 % à 7 %[29].

Bien entendu, il convient également de noter que les ouragans qui ont frappé le pays ont endommagé 17 000 hectares de plantations, 190 élevages de porcs, 134 élevages de volailles et 60 fermes, ce qui constitue l'un des dommages les plus importants causés à l'agriculture. Enfin, malgré ces difficultés, 985 000 hectares de cultures diverses ont été plantés au cours de l'année fiscale, ce qui représente le chiffre le plus élevé des dix dernières années.

Résumant ce point de l'ANPP, le Premier ministre a conclu : « ...les résultats escomptés n'ont pas été atteints, en raison des limitations objectives des intrants, du carburant, des faibles rendements et du manque d'énergie, ainsi que des problèmes subjectifs et de l'incapacité à généraliser les bonnes expériences qui existent ».

En ce qui concerne le tourisme, 2 millions 436 979 visiteurs ont été accueillis en 2023, avec une croissance de 51 % par rapport à 2022, mais avec une reprise plus lente, avec un dépassement du chiffre prévu, qui a été ajusté de 3,5 à 2,5 millions de visiteurs[30], pour sa part, en 2024, 2 millions de visiteurs ont été accueillis. 31] Ainsi, bien que la reprise se poursuive, elle ne se fait pas au rythme prévu, et l'objectif d'atteindre 3,1 millions de visiteurs cette année a été modifié à 2,7 millions de touristes, chiffre qui n'a pas non plus été atteint. Le taux d'occupation est resté faible, à 24,2 % de janvier à septembre 2024, contre 25,8 % l'année précédente[32] La lenteur de la reprise du tourisme soulève à nouveau la nécessité de donner la priorité aux investissements extra-hôtelières et d'adopter d'autres mesures pour assurer une plus grande rentabilité du secteur.

Parmi les activités industrielles déficitaires en 2023 figure la production de sucre qui, sur les 455 000 tonnes prévues, a atteint 340 000 tonnes, ce qui représente un déficit important. Pour sa part, la situation en 2024 s'est considérablement aggravée, reflétant de forts chocs externes, auxquels s'est ajouté - comme déjà noté - l'effet cumulatif d'un ensemble de mesures de politique économique intérieure qui n'ont pas produit les résultats escomptés.

En effet, au cours de l'année 2024, le pays a dû faire face à des défis encore plus importants et, dès le premier semestre, la chute de 22 % du volume des importations a constitué une situation critique, susceptible d'entraîner un nouveau déclin de l'économie.

À la fin de l'année, le plan d'importation n'était réalisé qu'à 82,4 %.

Avec ces résultats partiels, en l'absence de chiffres officiels sur l'évolution du PIB l'année dernière, il est toutefois possible d'utiliser un modèle économique mathématique[35] qui montre - en tenant compte de ce qui s'est passé au second semestre - que l'économie a peut-être reculé de plus de 2 %[36].

D'autre part, les investissements entre janvier et septembre 2024 ont augmenté de 7,3 %, dont 37 % ont continué à être concentrés dans le tourisme, tandis que l'agriculture n'a reçu que 2,8 %[37], une situation qui appelle à une augmentation urgente dans ce dernier secteur pour soutenir la production alimentaire.

D'autre part, les investissements entre janvier et septembre 2024 ont augmenté de 7,3 %, dont 37 % ont continué à être concentrés dans le tourisme, tandis que l'agriculture n'a reçu que 2,8 %[37], une situation qui appelle à une augmentation urgente dans ce dernier secteur pour soutenir la production alimentaire. Il est également nécessaire d'assurer les ressources nécessaires pour garantir la stabilité de la production d'électricité dans le pays, qui a reçu 11,4 % de l'investissement total à la fin de la période en question. Il est maintenant essentiel de revoir les priorités d'investissement du pays, y compris l'investissement direct étranger.

En 2024, selon les informations fournies dans l'ANPP, des baisses continues ont été signalées dans des secteurs clés tels que la production alimentaire, où aujourd'hui le panier familial standard est couvert à 100 % par des produits importés[38] Dans l'ANPP de décembre 2024, on s'attend à ce que l'économie du pays continue à décliner en 2024.

L'ANPP de décembre 2024 résume que « ...les principales productions agricoles ont maintenu la tendance à la non-conformité, principalement le lait, les œufs, la viande et le maïs. Cependant, les chiffres du riz, des légumes, des haricots et des viandes sont conformes et en croissance par rapport à la même période de l'année précédente ».

En outre, les informations du ministère de l'Agriculture ont fourni des données pour 2024 à partir d'octobre, qui montrent une baisse - par rapport à 2019 - des poules pondeuses de 63 % et de la production d'œufs de 95 % ; une réduction de 73 % des porcs reproducteurs ; une réduction de 83 % des aliments pour animaux ; une diminution de 90 % des livraisons de carburant et une réduction de la superficie irriguée de 31 % à 7 %[39].

Bien entendu, il convient également de noter que les ouragans qui ont frappé le pays ont endommagé 17 000 hectares de plantations, 190 élevages de porcs, 134 élevages de volailles et 60 fermes, ce qui constitue l'un des dommages les plus importants causés à l'agriculture. Enfin, malgré ces difficultés, 985 000 hectares de cultures diverses ont été plantés au cours de l'année fiscale, ce qui représente le chiffre le plus élevé des dix dernières années.

Résumant ce point de l'ANPP, le Premier ministre a conclu : « ...les résultats escomptés n'ont pas été atteints, en raison des limitations objectives des intrants, du carburant, des faibles rendements et du manque d'énergie, ainsi que des problèmes subjectifs et de l'incapacité à généraliser les bonnes expériences qui existent ».

En ce qui concerne le tourisme, 2 millions 436 979 visiteurs ont été accueillis en 2023, avec une croissance de 51 % par rapport à 2022, mais avec une reprise plus lente, avec un dépassement du chiffre

prévu, qui a été ajusté de 3,5 à 2,5 millions de visiteurs[40], pour sa part, en 2024, 2 millions de visiteurs ont été accueillis. 41] Ainsi, bien que la reprise se poursuive, elle ne se fait pas au rythme prévu, et l'objectif d'atteindre 3,1 millions de visiteurs cette année a été modifié à 2,7 millions de touristes, chiffre qui n'a pas non plus été atteint. Le taux d'occupation est resté faible, à 24,2 % de janvier à septembre 2024, contre 25,8 % l'année précédente[42] La lenteur de la reprise du tourisme soulève à nouveau la nécessité de donner la priorité aux investissements extra-hôtelières et d'adopter d'autres mesures pour assurer une plus grande rentabilité du secteur.

Parmi les activités industrielles déficitaires en 2023 figure la production de sucre qui, sur les 455 000 tonnes prévues, a atteint 340 000 tonnes, ce qui représente un déficit important. La récolte 2024 prévoyait une production de sucre de 412 000 MT, mais seulement 39% a été réalisé, soit 160 000 MT, dans une campagne fortement affectée par le manque de carburant et de pièces détachées pour les équipements agricoles et industriels.

Globalement, le volume physique de la production industrielle est passé de 61,6 % en 1989 en 2019 à 38,6 % en 2023, une tendance qui n'a pas pu être inversée en 2024.

Un point critique a été atteint à partir de la fin de 2023, lorsque l'approvisionnement stable en différents types de combustibles a été perdu, une situation qui s'est aggravée en 2024 et qui s'est reflétée dans la capacité de production d'électricité[43], qui avait déjà diminué de 16,4 % entre 2016 et 2021.

D'autre part, le financement de l'exploitation des centrales n'a pas été suffisant, ce qui a exigé des mesures exceptionnelles, comme la contractualisation initiale de huit centrales flottantes[44]. À cet égard, l'UNE a signalé que, pendant plusieurs mois, sur une capacité nominale installée de 6 558 MW, la disponibilité a atteint seulement 2 500 MW, ce qui équivaut à 38 % de cette capacité[45].

En revanche, en 2023, le taux de chômage est resté à 1,9 %, le salaire moyen dans le secteur public a augmenté et atteint 5 750[46] pesos par mois, tandis que le taux d'activité économique a de nouveau diminué, passant de 65,6 % en 2022 à 63,3 % l'année dernière. L'emploi non étatique représente 37,6 % du total. Parmi les entreprises publiques, 26 % ont appliqué des salaires flexibles, couvrant 37 % des travailleurs qui ont amélioré leurs revenus au cours de l'année. Il a également été signalé cette année que le niveau d'informalité parmi les personnes travaillant à Cuba s'élève désormais à 20 % des travailleurs[47]. Enfin, en ce qui concerne le secteur informel, le marché du travail cubain est toujours en état de crise.

Enfin, la situation alimentaire de la population s'est détériorée. Selon les recherches du Centre d'études de l'économie cubaine de l'UH[48], les estimations de l'apport calorique et protéique du régime alimentaire de la population cubaine montrent une baisse entre 2020 et 2022, les kilocalories passant de 3 150 à 2 800, soit une baisse de 11,1 %, et les protéines passant de 85 à 63 grammes par jour, soit une

baisse de 25,9 %. D'autre part, on estime qu'en raison de l'inflation de ces dernières années, le coût du panier de biens et services de base, estimé pour un ménage de trois personnes, est plusieurs fois supérieur au revenu gagné par ces mêmes personnes[49]. En outre, on estime qu'environ 70 % du revenu de la population est consacré à l'alimentation.

En ce qui concerne les autres facteurs sociaux qui affectent les performances économiques et sociales du pays, l'ANPP a examiné la dynamique démographique, avec une population qui diminue en raison de la réduction du nombre de naissances par rapport aux décès et du solde migratoire externe négatif de plus d'un million de personnes au cours des dernières années[50].

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/377163-leconomie-mondiale-en-2024-et-les-perspectives-pour-2025-les-consequences-pour-cuba-ii>



Radio Habana Cuba